

F. 62 — 1937

7 JUILLET 1982. — Arrêté ministériel d'exécution
de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne (1)

Le Ministre de l'Economie Wallonne,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment les articles 18 et 19;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1982, notamment les articles 2 et 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi du 9 août 1980;

Considérant que les mesures d'exécution de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1982 doivent être prises de toute urgence pour éviter qu'un vide législatif en matière d'agrément des entreprises de travail intérimaire n'entraîne une dégradation du marché du travail temporaire;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. L'autorisation préalable visée à l'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne doit être demandée par lettre recommandée à la poste, au Membre de l'Exécutif Régional Wallon compétent en matière d'emploi, accompagnée des pièces justificatives établissant que les conditions d'agrément qui étaient fixées à l'article 21 de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs sont remplies.

Art. 2. Sous peine de non-recevabilité, les pièces suivantes doivent être jointes à la demande :

1° a) une copie de l'acte de constitution de la société commerciale dont les statuts prévoient comme activité exclusive la mise au travail temporaire d'intérimaires chez les utilisateurs;

b) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes ayant le pouvoir d'engager la société;

2° la preuve qu'un capital social d'au moins 1 250 000 francs est entièrement libéré;

3° l'engagement à ne pas mettre ou maintenir des intérimaires au travail chez un utilisateur en cas de grève ou en cas de lock-out;

4° si l'entreprise est étrangère :

a) une attestation certifiant qu'une personne physique ayant son domicile et sa résidence en Belgique est habilitée à engager l'entreprise à l'égard des tiers et à la représenter auprès des autorités et juridictions belges;

b) la justification que le mandataire visé au 4°, a) présente les garanties de compétence qu'implique l'exercice de son mandat;

c) en l'absence de siège en Belgique, l'affiliation à un secrétariat social agréé d'employeurs;

5° un extrait du casier judiciaire pour chacune des personnes visées au 1°, b et 4°, a.

Art. 3. Après avoir examiné si les conditions d'agrément qui étaient fixées à l'article 21 de la loi du 28 juin 1976 précitée sont remplies, le Conseil national du Travail donne un avis sur la demande d'autorisation préalable dans les trente jours suivant sa réception.

Le Conseil national du Travail peut inviter l'entreprise de travail intérimaire à produire des documents ou à fournir des renseignements pour apprécier si lesdites conditions sont remplies. Pour ce faire, il peut aussi convoquer ses représentants pour audition. Ceux-ci ont la faculté de se faire assister par un conseil.

L'avis négatif est motivé.

Art. 4. L'autorisation d'exercer une activité comme entreprise de travail intérimaire est accordée par le Membre de l'Exécutif compétent pour la durée de validité de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 précité, sans pouvoir excéder un an. Elle est renouvelable.

Art. 5. Toute entreprise de travail intérimaire est tenue d'informer dans les quinze jours, le Membre de l'Exécutif compétent :

1° des changements intervenant dans sa constitution et ses statuts ainsi que dans la liste visée à l'article 2, 1°, b;

2° des modifications survenant dans les conditions d'exploitation tels que le changement d'adresse, le transfert du siège social, l'ouverture ou la fermeture de sièges d'exploitation, le changement de mandataire visé à l'article 2, 4°, a;

3° de la cessation de son activité en tant qu'entreprise de travail intérimaire.

Art. 6. Lorsque le pouvoir effectif de gérer l'entreprise de travail intérimaire passe en d'autres mains suite à un transfert d'actions ou de parts, ou à toute autre opération, cette dernière a l'obligation de solliciter l'autorisation visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 précité.

Elle peut néanmoins poursuivre son activité jusqu'à ce que le Membre de l'Exécutif compétent ait statué sur la demande d'autorisation après avis du Conseil national du Travail.

Art. 7. Par requête motivée, le Membre de l'Exécutif compétent, ou son délégué, ou une organisation représentée au sein du Conseil national du Travail peut saisir ledit Conseil d'une demande d'avis motivé sur la suspension ou le retrait de l'autorisation ou de l'agrément d'une entreprise de travail intérimaire.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 8 août 1980, *Moniteur belge* du 15 août 1980.

Arrêté royal du 16 décembre 1981, *Moniteur belge* du 14 avril 1982.

Arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, *Moniteur belge* du 3 avril 1982.

Arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, *Moniteur belge* du 12 mai 1982.

Le Conseil national du Travail donne un avis motivé sur la suspension ou le retrait de l'autorisation ou de l'agrément d'exercer ou de poursuivre l'activité dans les trente jours suivant la demande, l'entreprise en cause ayant été entendue ou appelée.

Celle-ci peut se faire assister d'un Conseil lors de l'audition.

Art. 8. § 1er. Le Membre de l'Exécutif compétent retire ou suspend l'autorisation ou l'agrément susvisé.

§ 2. L'autorisation ou l'agrément peut être retiré notamment lorsque l'entreprise de travail intérimaire:

1° fait l'objet d'un jugement de condamnation rendu en dernier ressort pour une infraction aux dispositions de la réglementation sur le travail temporaire et le travail intérimaire, de la législation sociale ou des conventions collectives de travail;

2° refuse de fournir les renseignements et documents visés à l'article 5 ou ne répond pas aux convocations du Conseil national du Travail;

3° accuse un retard dans le paiement des salaires ou des cotisations sociales;

4° accuse un retard de plus de trois mois dans le dépôt de ses déclarations en matière de cotisations sociales;

5° se rend responsable de graves négligences dans la tenue des documents contractuels ou sociaux;

6° a déclaré cesser son activité en tant qu'entreprise de travail intérimaire ou lorsqu'il est établi qu'il n'y a plus d'activité.

Art. 9. Les décisions en matière d'autorisation ou d'agrément des entreprises de travail intérimaire sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1981.

Bruxelles, le 7 juillet 1982.

J.-M. DEHOUSSE

ÜBERSETZUNG

D. 82 — 1337

7. JULI 1982. — Ministerialerlass zur Ausführung des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 betreffend die Zulassung der Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften in der Wallonischen Region (1)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Februar 1961 zur Wirtschaftsexpansion, zum sozialen Fortschritt und zur finanziellen Gesundung insbesondere der Artikel 18, 19;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 betreffend die Zulassung der Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 7. Juli 1982, insbesondere der Artikel 2 und 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind;

Aufgrund des Gutachtens des Nationalen Arbeitsrates;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch Artikel 16 des Gesetzes vom 9. August 1980;

In der Erwägung, dass die Massnahmen zwecks Ausführung des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 betreffend die Zulassung der Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 7. Juli 1982 so schnell wie möglich getroffen werden müssen, um zu vermeiden, dass eine Lücke in der Gesetzgebung in Sachen Zulassung der Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften eine Verschlechterung des Marktes der Aushilfsarbeit verursacht;

Aufgrund der Dringlichkeit,

Beschliesst der Minister der Wallonischen Wirtschaft:

Artikel 1. Die vorangehende in Artikel 2, Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 betreffend die Zulassung der Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften in der Wallonischen Region gemeinte Genehmigung muss per Einschreiben beim Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, das in Sachen Beschäftigung zuständig ist, beantragt werden. Dem Antrag sind Belege beizufügen, die nachweisen, dass die in Artikel 21 des Gesetzes vom 28. Juni 1976 zur vorläufigen Regelung der zeitweiligen Arbeit der Aushilfsarbeit und der Zurverfügungstellung von Arbeitnehmern an Benutzer festgelegten Zulassungsbedingungen erfüllt sind.

Art. 2. Um gültig zu sein, müssen dem Antrag folgende Belege beigelegt werden:

1° a) eine Ausfertigung der Gründungsurkunde der Handelsgesellschaft, deren Satzungen als ausschliessliche Tätigkeit die zeitweilige Beschäftigung von Aushilfskräften bei Benutzern vorsehen;

b) eine Namenliste der Verwalter, Geschäftsführer und Personen, die die Gesellschaft verpflichten können;

2° der Beweis, dass ein Gesellschaftskapital von mindestens 1 250 000 BF völlig eingezahlt ist;

3° die Verpflichtung, im Falle eines Streiks oder einer Aussperrung keine Aushilfskräfte anzustellen oder zu behalten;

(1) Quellenangabe *Belgisches Staatsblatt*:

Gesetz vom 14. Februar 1961, *Belgisches Staatsblatt* vom 15. Februar 1961;

Gesetz vom 8. August 1980, *Belgisches Staatsblatt* vom 15. August 1980;

Königlicher Erlass vom 16. Dezember 1981, *Belgisches Staatsblatt* vom 14. April 1982;

Erlass der Exekutive vom 27. Januar 1982, *Belgisches Staatsblatt* vom 3. April 1982;

Erlass der Exekutive vom 12. März 1982, *Belgisches Staatsblatt* vom 12. Mai 1982.

4° wenn es sich um ein ausländisches Unternehmen handelt :

a) eine Bescheinigung, die bestätigt, dass eine natürliche Person, die ihren Wohnsitz und Aufenthaltsort in Belgien hat, ermächtigt ist, das Unternehmen Drittpersonen gegenüber zu verpflichten und sie bei den belgischen Behörden und Gerichten zu vertreten;

b) der Nachweis, dass der in Punkt 4, a gemeinte Bevollmächtigte die Befugnisse aufweist, die die Ausübung seines Mandats voraussetzt;

c) falls die Gesellschaft keinen Sitz in Belgien hat, der Beweis der Angliederung an ein anerkanntes Sozialsekretariat für Arbeitgeber;

5° ein Auszug aus dem Strafregisters für eine jede der in den Punkten 1, b und 4, a gemeinten Person.

Art. 3. Nachdem untersucht worden ist, ob die in Artikel 21 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Juni 1976 festgelegten Zulassungsbedingungen erfüllt sind, gibt der Nationale Arbeitsrat innerhalb dreissig Tagen nach Empfang des vorausgehenden Genehmigungsantrags ein Gutachten darüber ab.

Der Nationale Arbeitsrat kann das Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften dazu auffordern, Unterlagen vorzuweisen oder Auskünfte zu liefern, um zu schätzen, ob die genannten Bedingungen erfüllt sind. Zu diesem Zweck kann er auch ihre Vertreter vorladen, um sie anzuhören; ein Rat kann letzteren beistehen.

Das negative Gutachten, wird begründet.

Art. 4. Die Genehmigung, eine Tätigkeit als Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften auszuüben, wird von dem zuständigen Mitglied der Exekutive für die Dauer der Gültigkeit des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 erteilt, ohne jedoch ein Jahr überschreiten zu dürfen.

Sie kann erneuert werden.

Art. 5. Jedes Unternehmen für die Vermittlung von Arbeitskräften muss das zuständige Mitglied der Exekutive innerhalb vierzehn Tagen über :

1° die Änderungen seiner Gründungsurkunde und seiner Satzungen sowie der in Artikel 2, Punkt 1, b gemeinten Liste;

2° die Änderungen der Betriebsbedingungen, wie z.B. die Adressenänderung, die Sitzverlegung, die Eröffnung und die Schliessung der Betriebssitze, der Wechsel des in Artikel 2, Punkt 4, a gemeinten Bevollmächtigten;

3° die Aufgabe der Tätigkeit als Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften, benachrichtigen.

Art. 6. Wenn die tatsächliche Verwaltung eines Unternehmens für die Vermittlung von Aushilfskräften infolge einer Übertragung von Aktien oder Anteilen oder infolge jeder anderen Transaktion in andere Hände übergeht, muss das Unternehmen die in Artikel 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 gemeinte Genehmigung beantragen.

Sie darf jedoch ihre Tätigkeit fortsetzen, bis das zuständige Mitglied der Exekutive nach Gutachten des Nationalen Arbeitsrates über den Genehmigungsantrag entschieden hat.

Art. 7. Das zuständige Mitglied der Exekutive, dessen Vertreter oder eine innerhalb des Nationalen Arbeitsrates vertretene Organisation kann dem genannten Rat mittels begründeten Antrags einen Antrag auf begründetes Gutachten über die zeitweilige Aufhebung oder die Entziehung der Genehmigung oder der Zulassung eines Unternehmens für die Vermittlung von Aushilfskräften vorbringen.

Innerhalb dreissig Tagen nach dem Antrag gibt der vorerwähnte Rat nach Anhörung oder Vorladung des betreffenden Unternehmens, ein begründetes Gutachten über die zeitweilige Aufhebung oder die Entziehung der Genehmigung oder der Zulassung, die Tätigkeit auszuüben oder fortzusetzen, ab. Während der Anhörung kann dem Unternehmen ein Rat beistehen.

Art. 8. § 1. Das zuständige Mitglied der Exekutive hebt die obengemeinte Genehmigung oder Zulassung zeitweilig auf oder zieht sie zurück.

§ 2. Die Genehmigung oder Zulassung kann zurückgezogen werden, unter anderem wenn das Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften

1° Gegenstand einer letztinstanzlichen Verurteilung wegen Verletzung der Bestimmungen der Regelung bezüglich der zeitweiligen Arbeit und der Aushilfsarbeit, der sozialen Gesetzgebung oder des kollektiven Arbeitsvertrages ist;

2° sich weigert, die in Artikel 5 gemeinten Auskünfte und Unterlagen zu liefern, oder der Vorladung durch den Nationalen Arbeitsrat nicht nachkommt;

3° eine Verspätung bei der Zahlung der Löhne oder der Sozialversicherungsbeiträge aufweist;

4° eine Verspätung vom mehr als drei Monaten bei der Hinterlegung seiner Erklärungen in Sachen Sozialversicherungsbeiträge aufweist;

5° die Schuld für schwere Fahrlässigkeit in der Haltung der vertraglichen oder sozialen Akten trägt;

6° erklärt hat, seine Tätigkeit als Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften eingestellt zu haben, oder wenn es feststeht, dass die Tätigkeit nicht mehr ausgeübt wird.

Art. 9. Die Beschlüsse in Sachen Genehmigung oder Zulassung der Unternehmen für die Vermittlung von Aushilfskräften werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 10. Dieser Erlass gilt ab dem 1. Dezember 1981.

Brüssel, den 7. Juli 1982.

J.-M. DEHOUSSE

VERTALING

N. 82 — 1337

7 JULI 1982. — Ministerieel besluit

tot uitvoering van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende de erkenning van de uitzendbureaus in het Waalse Gewest

De Minister van de Waalse Economie;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid de artikelen 18 en 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende de erkenning van de uitzendbureaus in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 7 juli 1982, inzonderheid de artikelen 2 en 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de maatregelen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende de erkenning van de uitzendbureaus in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 7 juli 1982, dringend moeten genomen worden om te vermijden dat een wetgevend vacuum inzake de erkenning van uitzendbureaus een ontwaarding van de tijdelijke arbeidsmarkt zou veroorzaken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. De voorafgaande toelating, bedoeld in artikel 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende de erkenning van de uitzendbureaus in het Waalse Gewest, moet bij een ter post aangetekend schrijven, aangevraagd worden aan het Lid van de Waalse Gewestexecutieve bevoegd inzake tewerkstelling, en vergezeld zijn van de stukken waaruit blijkt dat de erkenningsvoorwaarden, die bepaald waren in artikel 21 van de wet van 28 juni 1976 houdende voorlopige regeling van de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, vervuld zijn.

Art. 2. Op straffe van niet ontvankelijkheid, moeten de volgende stukken bij de aanvraag gevoegd worden :

1° a) een afschrift van de oprichtingsacte van de handelsvennootschap waarvan de statuten voorzien in de tijdelijke tewerkstelling van uitzendkrachten bij gebruikers als exclusieve activiteit;

b) de nominatieve lijst van de beheerders, de zaakvoerders en de personen die de vennootschap kunnen verbinden;

2° het bewijs dat een kapitaal van tenminste 1 250 000 F volledig is afbetaald;

3° de verbintenis geen uitzendkrachten bij een gebruiker te werk te stellen of te houden in geval van staking of lock-out;

4° indien het een buitenlandse vennootschap betreft :

a) een attest waaruit blijkt dat een fysisch persoon, die zijn woon- en verblijfplaats in België heeft, gemachtigd is de onderneming te verbinden tegenover derden en te vertegenwoordigen tegenover de Belgische overheid en de rechtsmacht;

b) het bewijs dat de mandataris, bedoeld in 4°, a, blijk geeft van een bekwaamheid, die voor de uitoefening van zijn mandaat vereist is;

c) bij afwezigheid van een zetel in België, de aansluiting bij een erkend sociaal secretariaat voor werkgevers.

5° een uittreksel uit het strafregister voor elk van de personen, bedoeld in 1°, b en 4°, a.

Art. 3. Na onderzoek naar het vervuld zijn van de erkenningsvoorwaarden die bepaald waren in artikel 21 van de voormelde wet van 28 juni 1976, geeft de Nationale Arbeidsraad een advies over de aanvraag tot voorafgaande toelating, binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan.

De Nationale Arbeidsraad kan het uitzendbureau uitnodigen documenten voor te leggen of inlichtingen te verschaffen om na te gaan of vermelde voorwaarden vervuld zijn. Daartoe, kan hij eveneens de vertegenwoordigers ervan voor gehoor oproepen. Deze hebben de mogelijkheid zich te laten bijstaan door een raadsman.

Het negatief advies moet met redenen omkleed zijn.

Art. 4. De toelating om een activiteit als uitzendbureau uit te oefenen wordt verleend door het bevoegde Lid van de Executieve voor de geldigheidsduur van het voormeld koninklijk besluit van 16 december 1981, zonder één jaar te boven te gaan. Zij is hernieuwbaar.

Art. 5. Elk uitzendbureau dient binnen de vijftien dagen het bevoegde Lid van de Executieve in kennis te stellen van :

1° de wijzigingen opgetreden in zijn oprichting, zijn statuten, alsook in de lijst bedoeld in artikel 2, 1°, b;

2° de wijzigingen in de exploitatievoorwaarden, zoals de adresverandering, de overplaatsing van de sociale zetel, de opening of de sluiting van uitbatingzetels, de verandering van mandataria, bedoeld bij artikel 2, 4°, a;

3° de stopzetting van zijn activiteit als uitzendbureau.

Art. 6. Wanneer de werkelijke bestuursbevoegdheid van het uitzendbureau ingevolge de overdracht van aandelen of deelwijzen of ingevolge elke andere operatie, in andere handen overgaat, heeft deze laatste de verplichting een toelating aan te vragen, zoals voorzien in artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 16 december 1981.

Het kan nochtans zijn activiteit verder zetten totdat het bevoegde Lid van de Executieve beslist heeft over de aanvraag tot toelating, na het advies van de Nationale Arbeidsraad te hebben ingewonnen.

Art. 7. Bij gemotiveerd verzoekschrift, kan het bevoegde Lid van de Executieve, of zijn afgevaardigde, of een representatieve organisatie vertegenwoordigd in de Nationale Arbeidsraad, deze Raad gelasten een gemotiveerd advies uit te brengen over de schorsing of de intrekking van de toelating of de erkenning van een uitzendbureau.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 8 augustus 1980, *Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1980.

Koninklijk besluit van 16 december 1981, *Belgisch Staatsblad* van 14 april 1982.

Besluit van de Executieve van 27 januari 1982, *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1982.

Besluit van de Executieve van 12 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 12 mei 1982.

De Nationale Arbeidsraad geeft een met redenen omkleed advies over de schorsing of de intrekking van de toelating of de erkenning om de activiteit uit te oefenen of verder te zetten, binnen de dertig dagen volgend op de aanvraag, na de betrokken onderneming gehoord of opgeroepen te hebben.

Art. 8. § 1. Het bevoegde Lid van de Executieve trekt in of schorst de vermeide toelating of erkenning.

§ 2. De toelating of de erkenning kan inzonderheid ingetrokken worden wanneer het uitzendbureau :

1° het voorwerp uitmaakt van een veroordeling in laatste aanleg voor een inbreuk op de bepalingen van de reglementering van de tijdelijke arbeid en de uitzendarbeid, van de sociale wetgeving of van de collectieve arbeidsovereenkomsten;

2° weigert de inlichtingen en documenten, bedoeld in artikel 5, te verstrekken of niet ingaat op de oproepen van de Nationale Arbeidsraad;

3° een achterstal heeft bij het betalen van de lonen en de sociale bijdragen;

4° een vertraging heeft van meer dan drie maand bij het indienen van zijn aangiften inzake sociale bijdragen;

5° verantwoordelijk is voor een ernstige tekortkoming in het bijhouden van de contractuele en sociale documenten;

6° verklaard heeft zijn activiteit als uitzendbureau stop te zetten of wanneer vastgesteld is dat er geen activiteiten meer zijn.

Art. 9. De beslissingen tot toelating of erkenning van de uitzendbureaus worden bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1981.

Brussel, 7 juli 1982.

J.-M. DEHOUSSE

F 82 — 1338

7 JUILLET 1982. — Arrêté de l'Exécutif Région Wallon modifiant l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne (1)

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, IX;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment les articles 18 et 19;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi du 9 août 1980;

Considérant que la prorogation de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne qui a cessé d'être en vigueur le 1er juin 1982 doit être arrêtée d'urgence pour éviter qu'un vide législatif en matière d'agrément des entreprises de travail intérimaire n'entraîne une dégradation du marché du travail temporaire;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie Wallonne,

Arrête :

Article 1er. L'article 4 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire dans la Région Wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Lorsque l'entreprise de travail intérimaire ne réunit plus les conditions d'agrément, contrevient aux dispositions de la législation sociale ou des conventions collectives de travail ou enfreint l'engagement qu'elle a pris conformément aux dispositions qui étaient fixées à l'article 21, § 2, 3°, de la loi précitée du 28 juin 1976, l'autorisation ou l'agrément peut être soit suspendu, soit retiré après avis du Conseil national du Travail et après que l'entreprise intéressée ait été entendue ou appelée. »

Le membre de l'Exécutif Régional Wallon compétent en matière d'emploi détermine les modalités de cette suspension ou de ce retrait. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1981 et cessera de produire ses effets le jour de l'entrée en vigueur du décret fixant les conditions d'agrément des entreprises de travail intérimaire. »

Art. 3. Le Ministre de l'Economie Wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 1982.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
Chargé de la Tutelle et des Relations Extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de l'Economie Wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 8 août 1980, *Moniteur belge* du 15 août 1980.

Arrêté royal du 16 décembre 1981, *Moniteur belge* du 14 avril 1982.

Arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, *Moniteur belge* du 3 avril 1982.

Arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982, *Moniteur belge* du 12 mai 1982.